

# Robert Ogman : «L'Allemagne ? Plus jamais ça !»<sup>1</sup> !

(*Nie wieder Deutschland !*)

[Extrait de *Against the Nation: Antinational Politics in Germany* Compass Press, 2013, pp. 51-72.]

*Nie wieder Deutschland !*<sup>2</sup>, tel fut le nom choisi pour désigner la campagne organisée principalement par les mouvements sociaux ouest-allemands et certains intellectuels de gauche contre la stratégie ouest-allemande de «réunification» avec l'Allemagne de l'Est (la RDA). En lançant une série de manifestations publiques provocatrices à Francfort et à Berlin en 1990, l'alliance *Die Radikale Linke*<sup>3</sup>, de concert avec des militants aux vues similaires, exprima publiquement son opposition aux conceptions géopolitiques, à la résurgence du nationalisme et à la réintégration du «national» dans les discours sociaux, politiques et économiques et dans la sphère publique, au sein de la République fédérale d'Allemagne après 1989.

En m'appuyant sur des sources primaires et des documents dans lesquels les participants exprimèrent leurs points de vue, je souhaite montrer comment les militants de la campagne *Nie wieder Deutschland !* analysaient la situation sociale et politique à l'époque, et comment ils défendirent une critique spécifiquement «antinationale». J'utiliserai les documents publiés par les acteurs centraux de ces mouvements sociaux, et qui sont reproduits dans deux livres, *Die Radikale Linke : Reader zum Kongress*, recueil de textes utilisés comme matériel de préparation pour les participants au congrès de juin 1990<sup>4</sup> ; et *Kongress der Radikalen Linken*, qui rassemble les discours prononcés lors de ce congrès, et les motions adoptées par les participants en vue de définir leurs futures activités ; je citerai enfin un échantillon de coupures de presse sur leur manifestation qui se tint à Francfort en mai 1990<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Chapitre 4 du livre de Robert Ogman «Contre la nation : La politique antinationale en Allemagne». Les chapitres 5 et 6 suivront sur les sites mondialisme.org et npnf.eu. Le chapitre 3 se trouve ici: <http://mondialisme.org/spip.php?article2887> ou <http://npnf.eu/spip.php?article721> (NdT).

<sup>2</sup> Selon Wikipedia en allemand «L'origine du slogan est attribuée à la scène punk autour du groupe hambourgeois Slime. L'un de leurs morceaux les plus populaires avait pour refrain "L'Allemagne doit mourir, pour que nous puissions vivre", et avait été joué lors de manifestations anarchistes et antifascistes autonomes depuis le début des années 1980. Le message central de cette chanson fut également conçu par Slime comme un contrepoint frontal à l'inscription qui figure sur le monument aux morts de la gare Dammtor de Hambourg, "L'Allemagne doit vivre, et, si nous devons mourir pour elle, nous mourrons." Le slogan de la campagne de l'alliance Die Radikale Linke fut créé par analogie avec une citation de l'actrice Marlene Dietrich qui aurait répondu à la question d'un journaliste : "Nie wieder Deutschland".»

<sup>3</sup> L'alliance *Die Radikale Linke* fut une coalition éphémère. J'ai laissé l'expression en allemand pour ne pas confondre ce mouvement avec l'extrême gauche (qu'on appelle aussi... la « gauche radicale » !), notion plus générale qui n'a pas de rapport avec cette alliance temporaire, très datée et localisée (NdT).

<sup>4</sup> Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), *Die Radikale Linke. Reader zum Kongress*, Konkret Literatur Verlag, 1990.

<sup>5</sup> Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), «*Deutschland? Nie Wieder!*» *Kongress der Radikalen Linken*, ISP, 1990.

## L'alliance Die Radikale Linke

La campagne fut lancée par les membres de *Die Radikale Linke*, réseau nouvellement formé et rassemblement politiquement hétérogène d'intellectuels et de militants de gauche et d'extrême gauche, principalement issus des mouvements sociaux ouest-allemands. Elle rassembla des individus provenant de tout l'éventail de la gauche, y compris d'anciens membres du Parti Vert, profondément déçus par son désir d'intégrer le jeu politique officiel ; des féministes opposées aux sociaux-démocrates qui réduisaient les revendications des femmes à la seule égalité salariale ; des militants du mouvement autonome (*Autonomen*<sup>6</sup>), ainsi que des membres du *Kommunistischer Bund*<sup>7</sup> et du Parti communiste allemand (DKP)<sup>8</sup>.

Contre la gauche parlementaire qui cherchait à s'intégrer aux institutions, *Die Radikale Linke* essaya d'affirmer «*le pouvoir de la négation*» pour s'unir afin de développer une orientation «*opposée au système*», en espérant «*intervenir dans un vaste espace par le biais de journaux, de manière de plus en plus organisée, et localement dans des débats concrets et pratiques*<sup>9</sup>».

Un mois avant l'ouverture du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, ils exposèrent leur orientation politique dans un document intitulé «*Grundlage der Radikalen Linke*» («Principes de base de *Die Radikale Linke*»), où ils exprimèrent leur opposition à la «*modernisation du capitalisme*» qui s'opérait avec l'aide des écologistes, féministes et des sociaux-démocrates<sup>10</sup>.

Selon *Die Radikale Linke*, l'intégration des écologistes, des féministes et des sociaux-démocrates dans le gouvernement pourrait certes «*ajouter quelques technologies écologiques à la palette d'exportation*» de l'État allemand, et assurer des possibilités de carrière à quelques femmes, mais pas davantage<sup>11</sup>. Pour *Die Radikale Linke*, ces ajustements et concessions mineurs faisaient partie d'une modernisation plus large du capitalisme en République fédérale. Cette large coopération reposait sur une perspective nationaliste, qui dissimulait les inégalités socio-économiques, de classe, de genre et de statut. Elle entérinait une discrimination raciale vis-à-vis des Allemands issus de l'immigration, des personnes non allemandes, des travailleurs sous contrat temporaire et des demandeurs d'asile.

Ce nationalisme consensuel, axé sur la modernisation du capitalisme, fut compliqué par l'évolution rapide de la situation politique durant les années 1989 et 1990 : l'effondrement inattendu de la RDA, l'avancement des plans de réunification de la RFA, la ré-introduction massive d'un discours national dans toutes les tendances de l'éventail politique et dans la société, et le succès électoral du parti d'extrême droite, les *Republikaner*. Ces événements poussèrent *Die Radikale Linke* à inscrire «la question nationale» au centre de sa critique. Ce réseau militant prit pour cible l'Allemagne, la République fédérale en tant que telle et «la nation», allant parfois jusqu'à avertir que l'agrandissement de la RFA entraînerait la construction d'un «colosse», d'une «Grande Allemagne», et l'émergence d'un «Quatrième Reich».

### Les manifestations de la campagne *Nie Wieder Deutschland !*

En mai 1990, à Francfort, *Die Radikale Linke* organisa une manifestation contre la réunification allemande. Empruntant une expression attribuée à Marlene Dietrich, qui avait fui son pays natal pendant la période nazie et s'était produite devant les troupes alliées occidentales, sur le front, pendant la Seconde Guerre mondiale, la manifestation défila derrière une bannière qui proclamait : *Nie wieder*

---

<sup>6</sup> Sur les autonomes allemand on lira (en ligne) la thèse intéressante de d'Anne Joly *Les gauches radicales est- et ouest-allemandes à l'épreuve de la nation réunifiée (1985-1999)* (NdT).

<sup>7</sup> *Idem*.

<sup>8</sup> Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), *Die Radikale Linke*, 1990, p. 11.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 30.

<sup>10</sup> *Ibid.*, pp. 11-30.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 12.

*Deutschland !* Sur leurs banderoles, dans les discours prononcés lors des manifestations et dans leurs tracts, les manifestants exprimèrent leur opposition au «nationalisme allemand», à la «colonisation de l'Europe orientale» et à l'«annexion de la RDA<sup>12</sup>».

Entre 20 000 et 30 000 personnes, issues d'un large éventail de mouvements sociaux et d'individus de gauche, se joignirent à la manifestation, qui, en partie à cause des heurts violents entre les flics et les manifestants, fut couverte par la presse nationale et internationale<sup>13</sup>. L'ampleur du spectre politique qui participa aux manifestations dépassa même la diversité des participants de *Die Radikale Linke* elle-même<sup>14</sup>.

Pourtant, alors que le processus d'unification de la RFA et de la RDA s'accélérait, la campagne *Nie wieder Deutschland !* dut faire face à des oppositions et à des mobilisations concurrentes. Une manifestation d'organisations de femmes est-allemandes et ouest-allemandes réussit à faire descendre deux fois plus de personnes dans les rues de Berlin, à la fin du mois de septembre 1990, que la manifestation de *Die Radikale Linke*. Contrairement au rejet catégorique de la réunification par *Die Radikale Linke*, cette manifestation alternative critiqua le manque de démocratie du processus d'unification et exigea l'inclusion de l'opinion publique dans ce processus<sup>15</sup>.

La campagne *Nie wieder Deutschland !* maintint cependant son influence sur la mouvance d'extrême gauche. Environ 15 000 personnes participèrent aux «journées d'action» pour une «nouvelle division de l'Allemagne» (*Aktionstage für den Wiederausammenbruch*<sup>16</sup>) entre septembre et octobre 1990, et 1 500 participants assistèrent à leur congrès à Cologne<sup>17</sup>.

Bien que la campagne fût opposée à la réunification, les participants étaient conscients que cet objectif était irréalisable. Ils savaient que les opposants à la réunification étaient beaucoup trop peu nombreux et faibles. Cependant, ce constat ne les persuada pas de coopérer à la réunification dans l'espoir d'en influencer l'issue. Au contraire, ils pensaient qu'ils devaient s'opposer résolument au processus d'unification. Dès le début, ils déclarèrent qu'ils ne pourraient pas arrêter le processus de la réunification. «*Je suis d'accord*, déclara Winfried Wolf, un membre de *Die Radikale Linke*, *tout indique que la réunification [...] est proche*<sup>18</sup>». Mais cette prise de conscience, selon Wolf, «ne change rien» ; «les gens doivent rejeter d'emblée certains projets», malgré et contre la position de la majorité. Et il cita comme exemples le soutien de la plus grande partie de la population pour la peine de mort et l'interdiction de l'avortement<sup>19</sup>.

L'objectif de la campagne était donc de construire un mouvement aussi fort et oppositionnel que possible, afin de limiter les pires possibilités d'un renouveau nationaliste. Wolf écrivit : «*il s'agit de développer une résistance aussi large et massive que possible*», car «plus elle sera faible, plus ceux qui profiteront de la réunification feront preuve d'arrogance<sup>20</sup>».

---

<sup>12</sup> Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), «*Deutschland? Nie Wieder!*» pp. 235-239.

<sup>13</sup> Gerber, *Nie Wieder Deutschland ?*, p. 103.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 130.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>16</sup> *Zusammenbruch* signifie à la fois éclatement et faillite, donc la portée polémique de ce mot est assez violente (*NdT*).

<sup>17</sup> Gaston Kirsche, «Hypermarginalisierte Outlaws», *Konkret* n° 2, 2003, p. 24.

<sup>18</sup> Winfried Wolf, «Schweigen, weil das vierte Reich ohnehin kommt?» in Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), *Die Radikale Linke. Reader zum Kongress*, p. 8.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 9.

## Contre la «Loi sur les étrangers»

Parallèlement à leur opposition absolue à la réunification allemande, les militants de *Die Radikale Linke* rejetèrent catégoriquement la «Loi sur les étrangers» (*Ausländergesetz*). Selon eux, l'unification politique coïncidait avec la politique intérieure de la RFA, visant à créer une communauté nationale homogène. Comme l'exprimait une résolution adoptée lors de leur congrès au début du mois de juin 1990 : «*La Loi sur les étrangers reflète la réunification allemande, processus grâce auquel les Allemands se redécouvrent en tant que nation et rejettent tout ce qui n'est pas allemand*<sup>21</sup>.» Ils demandèrent au parti politique basé à Berlin-Ouest, *Die Alternative Liste*, de voter contre la loi et de faire pression sur leur partenaire, le Parti social-démocrate (SPD), pour qu'il fasse de même.

Selon eux, la «Loi sur les étrangers» était fondée sur une «*conception raciste de l'existence d'un "Volk allemand" spécial, qui doit être totalement séparé des immigrés, afin d'empêcher ce que certains appellent un "mélange racial" avec des personnes d'origines différentes*<sup>22</sup>. Dans leur brève résolution, ils se concentrèrent sur l'utilisation de mesures étatiques et interétatiques de la Communauté européenne pour isoler physiquement la RFA des courants migratoires : «*Grâce à la Loi sur les étrangers et aux accords de Schengen, un nouveau mur sera construit autour de la République fédérale et de l'Europe occidentale, qui empêchera notamment les personnes du "tiers monde" d'entrer en RFA et en Europe occidentale*<sup>23</sup>.»

La loi allait également empêcher les réfugiés de pouvoir se rendre en RFA, où ils pourraient demander l'asile. *Die Radikale Linke* se référait aux dispositions de la Loi sur les étrangers qui exigeaient l'allégeance à la RFA. Selon l'alliance, les personnes non allemandes qui vivaient dans le pays «*seront complètement subordonnées aux relations politiques, économiques et culturelles ouest-allemandes. Ceux qui ne se conformeront pas à ces injonctions seront menacés d'expulsion, et leurs activités politiques seront restreintes et menacées de sanctions*<sup>24</sup>.»

Bien que cela fût seulement l'une des trois résolutions consignées dans le rapport du congrès<sup>25</sup>, les activités concrètes contre la Loi sur les étrangers semblent avoir occupé une place secondaire dans leur campagne antinationale. Ce jugement se fonde sur le statut marginal de cette question dans les écrits de *Die Radikale Linke* ainsi que sur l'interpellation de l'un des participants, Hamide Scheer, lors du congrès : «*Pourquoi n'y a-t-il pas de lien entre la protestation contre la réunification et la résistance à la Loi sur les étrangers*<sup>26</sup> ?»

Malgré l'absence de mobilisation contre la Loi sur les étrangers, et le peu d'attention accordée à celle-ci dans les deux recueils de textes précités, le contenu de la résolution était extrêmement important pour le réseau *Die Radikale Linke*. Elle exprimait les positions universalistes des participants, pour l'ouverture des frontières et leur opposition aux contrôles migratoires et à la citoyenneté restrictive.

### La critique du nationalisme par Die Radikale Linke

La campagne contre la réunification impliqua de multiples aspects, liés entre eux, d'une critique antinationale. Cette critique avait deux cibles majeures. Tout d'abord elle s'opposait à l'orientation géopolitique de la RFA pendant la conjoncture politique des années 1989 et 1990, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire national. Elle dénonçait non seulement l'intégration de l'ancienne Allemagne de

---

<sup>21</sup> Kongressvorbereitungsgruppe (dir.) «*Deutschland ? Nie Wieder!*» p. 128.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 128.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 128.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 128.

<sup>25</sup> *Ibid.*, pp. 124-128.

<sup>26</sup> Hamide Scheer. «Redebeitrag auf dem Kongress der Radikalen Linken», in Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), «*Deutschland ? Nie Wieder!*» *Kongress der Radikalen Linken*, ISP, 1990, pp. 25-26.

l'Est dans le territoire de la République fédérale élargie, mais aussi les objectifs politiques et économiques de l'État sur la scène internationale. Nous pouvons mentionner ici le rôle de la RFA dans la Communauté européenne et l'OTAN et ses relations commerciales avec les États d'Europe de l'Est après la chute du rideau de fer.

La deuxième cible majeure de la campagne *Nie wieder Deutschland!* était la critique de la nation en tant que récit ou idéologie d'une collectivité nationale, et son utilisation active par une grande variété d'acteurs de la société civile et de l'État pour des objectifs politiques.

Et enfin on peut signaler le développement d'un «*patriotisme négatif*<sup>27</sup>» qui s'opposait aux désavantages matériels subis par ceux qui se conformaient (ou pas) à la «*communauté nationale*» imaginée, et soutenait ceux qui étaient les plus défavorisés parce qu'ils n'appartenaient pas à celle-ci. Il s'agissait, en pratique, de proposer un contrepoids face aux pressions en faveur de l'intégration dans la «*communauté nationale*».

### Une critique géopolitique

*Die Radikale Linke* sonnait l'alarme contre deux dangers concomitants : la modernisation du capitalisme et la menace d'un Quatrième Reich. Le fil conducteur entre ces deux périls était l'utilisation omniprésente d'un récit nationaliste très sûr de lui. Selon ces militants, la République fédérale d'Allemagne aspirait à un niveau de pouvoir et d'influence internationale plus élevé, ce qui pourrait prendre la forme soit d'un État normal par rapport aux pays voisins, soit d'une régression vers un État agressif et militariste rappelant le régime nazi, qui mènerait des guerres de conquête, organiserait des persécutions raciales et chercherait à dominer directement tout le continent. Les écrits de *Die Radikale Linke* exprimaient un sentiment d'incertitude et une peur profonde dans cette conjoncture politique.

En janvier 1990, une déclaration co-écrite par 100 participants de *Die Radikale Linke* dénonça une «*frénésie nationale-allemande*» sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale<sup>28</sup>. Après la chute du mur de Berlin, ils soutenaient que la République fédérale avait immédiatement inscrit l'objectif de la «*réunification*» dans l'agenda politique<sup>29</sup>.

Selon eux, cet objectif signifiait que l'État aspirait à accroître son pouvoir politique international et son influence économique, par le biais de la Communauté européenne (plus tard l'Union européenne), sa participation à l'OTAN et ses relations commerciales avec les pays d'Europe orientale. Ils tiraient la sonnette d'alarme et prévenaient que l'Europe orientale allait tomber sous la coupe des pays de l'Europe de l'Ouest et atteindre le niveau du «*tiers monde*<sup>30</sup>». Ils écrivirent : «*les pays qui ont jusqu'à présent appartenu au Conseil d'aide économique mutuelle*<sup>31</sup> sont menacés de se transformer en un nouveau "tiers monde", de devenir l'arrière-cour des sociétés capitalistes plus riches d'Europe occidentale, en particulier de la RFA<sup>32</sup>». Selon leur analyse, la réunification allait permettre à l'Allemagne d'être une puissance dominante en Europe : «*En envisageant d'accorder à la RDA ce "Sonderweg"*<sup>33</sup>, la RFA voit

---

<sup>27</sup> Detlev zum Winkel, «*Deutsche Frage—welche Frage?*» in Kongress-vorbereitungsgruppe (dir.), «*Deutschland? Nie Wieder!*», p. 197.

<sup>28</sup> *Die Radikale Linke*, «*Nie wieder Deutschland! Erklärung gegen "Wieder" et "Neuvereinigung" von BRD und DDR, 21.1.1990*», in Kongressvorbereitungsgruppe, *Die Radikale Linke*, pp. 193-198.

<sup>29</sup> *Die Radikale Linke*, «*Deutschland ? Nie Wieder!*» p. 193.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 195.

<sup>31</sup> Le Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM) était une organisation destinée à renforcer la coopération entre les pays du Bloc de l'Est et dans la sphère d'influence de l'Union soviétique.

<sup>32</sup> *Die Radikale Linke*, «*Deutschland ? Nie Wieder!*» p. 195.

<sup>33</sup> *Sonderweg* ou «*voie particulière*» : concept flou pouvant exprimer à la fois l'idée que l'Allemagne serait promise à un destin spécial (version nationaliste, puis nazie) ; ou alors qu'elle aurait

dans ses projets de confédération et d'unification avant tout la possibilité de renforcer sa domination à l'Ouest et dans toute l'Europe, et avec elle, contre l'Est et le Sud. Une «ré-unification», ou une nouvelle unification, ferait du Quatrième Reich le pouvoir dominant en Europe<sup>34</sup>.»

En outre, les militants de *Die Radikale Linke* dénoncèrent les motifs de la réunification ; comme pour Jürgen Habermas et d'autres, il ne s'agissait pas, selon eux, d'une authentique unification de la RFA et de la RDA soutenue par les citoyens des deux États, mais d'une **annexion** d'un pays émergent, l'Allemagne de l'Est, par la République fédérale, plus forte sur les plans politique et économique. Ils considéraient que la stratégie géopolitique de la RFA consistait à accroître son influence économique et politique sur la scène internationale.

Dans un autre texte, les militants de *Die Radikale Linke* soutinrent que la RFA, aidée par le Fonds monétaire international, avait réussi à contraindre l'ex-RDA à la réunification en faisant pression sur la privatisation de ses industries – l'instauration d'une économie de marché et l'ouverture aux investissements occidentaux – sous peine de succomber à une faillite totale. Sous cette pression, la RFA avait réussi à annexer de nouveaux territoires en imposant les conditions du capitalisme occidental<sup>35</sup>. Cette pression ne donna pas d'autre choix à la RDA que d'appliquer ces plans d'austérité économique, qui aboutirent à la réalisation de l'objectif fixé par Konrad Adenauer en 1949 : «l'unité de l'Allemagne».

Selon *Die Radikale Linke*, la réunification n'était cependant que le premier pas vers la «colonisation» de l'Europe de l'Est par la Communauté européenne. La création d'institutions financières de la Communauté européenne pour l'investissement et les prêts sur les marchés des pays de l'ancien bloc de l'Est, afin d'instaurer une économie de marché et d'imposer le modèle de l'«entreprise privée», permettraient à la RFA de faire de Berlin la capitale de la banque européenne<sup>36</sup>. De nouveaux États membres seraient autorisés à entrer dans la Communauté européenne après leur transition vers une économie de marché<sup>37</sup>. L'Etat de la RFA «était placé aux avant-postes dans la campagne menée par l'Occident pour conquérir les marchés de l'Est européen<sup>38</sup>»

Sur le **territoire intérieur** de la RFA, cette «frenésie» nationale allait intensifier les mécanismes d'exclusion de l'Etat à l'égard des personnes considérées comme n'appartenant pas à la «communauté nationale». Comme le prouvait la politique économique qui privilégiait les personnes d'origine allemande par rapport aux non-nationaux sur le marché du travail, ainsi que les lois sur l'immigration et la nationalité, et la politique envers les demandeurs d'asile.

En ce qui concerne la politique économique de la RFA, *Die Radikale Linke* la jugeait «xénophobe» (*Ausländerfeindlich*) parce que les immigrés, qu'ils soient déjà entrés en RFA, ou qu'ils cherchent à y entrer, étaient traités selon une classification «raciale».

Ceux qui pouvaient prouver leur ascendance allemande étaient considérés comme des «rapatriés appartenant à l'ethnie allemande» et jouissaient de tous les droits en matière de citoyenneté, d'emploi, de logement et autres, contrairement aux immigrés qui ne satisfaisaient pas à ces critères. Le premier groupe d'immigrés occupait donc une position privilégiée par rapport au second, position fondée sur une

---

des caractéristiques particulièrement négatives (les Allemands seraient inférieurs à d'autres peuples ou bien victimes de handicaps historiques contrairement à d'autres nations) (*NdT*).

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 195.

<sup>35</sup> Angelika Beer et al. «Gegen die Kolonisierung der osteuropäischen Staaten durch BRD, EG und NATO!» in Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), *Die Radikale Linke*, p. 31.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 35.

catégorisation nationaliste de type *völkisch*<sup>39</sup>, selon *Die Radikale Linke*<sup>40</sup>. Cela confirmait une «discrimination ouvertement raciste à l'encontre des immigrés "étrangers" en faveur de ceux "d'origine allemande"»<sup>41</sup>. Cette exclusion s'appliquait également aux demandeurs d'asile dans le domaine du logement puisque, selon la «décision du tribunal administratif du Baden-Wurtemberg, ceux-ci ne seront plus autorisés à vivre dans les zones d'habitation à compter du 2 août 1989»<sup>42</sup>.

L'effet négatif des récits nationaux n'affectait pas cependant ceux qui n'avaient pas la nationalité allemande, ou étaient exclus de la «collectivité nationale». Ces récits nationaux désavantageaient également de nombreuses personnes appartenant à cette «communauté imaginée», y compris les salariés et les femmes en particulier, et s'inscrivaient dans une tendance générale où la société évoluait vers la droite.

Les classes ayant le niveau socio-économique le plus bas en seraient affectées négativement, parce qu'un récit national fondé sur une «profonde fraternité horizontale» dissimulait les inégalités matérielles de classe dans la population réelle, ainsi que les inégalités de genre<sup>43</sup>. Pour *Die Radikale Linke*, la modernisation du capitalisme qui se mettait en place à la fin des années 1980 et au début des années 1990 n'allait pas permettre de combler l'écart entre ces différents groupes – elle intensifierait plutôt la polarisation. Selon ces militants, «La modernisation n'améliorera pas le niveau de vie de tous ; elle entraînera plutôt une polarisation vers le bas et vers le haut», et il y aura donc aussi des «perdants de la modernisation»<sup>44</sup>.

Dans le cadre de leur campagne contre la réunification, ils considéraient que «la question nationale» «se superposait à la question sociale, mais seulement sur le plan idéologique»<sup>45</sup>. En effet, certains dirigeants politiques et économiques affirmaient clairement que la réunification devait être financée par des réductions salariales et reposer sur la passivité à long terme des syndicats. Politiquement, ce programme allait mener à l'interdiction des partis de gauche perçus comme trop proches de la RDA.

De plus, la résurgence nationaliste désavantagerait d'autres personnes incluses dans la «collectivité nationale» : les femmes. Le chômage féminin allait monter en flèche parce que les lois de la RDA sur l'égalité des sexes allaient être abrogées et que les femmes «retourneraient» au travail reproductif non rémunéré au sein du ménage. Ce processus serait rationalisé en invoquant le fait que le travail domestique des femmes était une contribution nécessaire à la «communauté nationale».

Cette hypothèse était fondée sur la tendance observée en Union soviétique, où, remarquait *Die Radikale Linke*, la propagande officielle prônait le «retour des femmes à la maison et dans la cuisine : les femmes étaient censées "soulager" le marché de travail payé et accomplir toutes seules les tâches

---

<sup>39</sup> *Völkisch* : terme fièrement revendiqué par ses partisans (on pourrait le traduire par «de souche authentique», ou «lié au sang et au sol de la mère patrie»), mais en réalité nationaliste-raciste-antisémite. Les mouvements *völkisch* apparurent en Allemagne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et jouèrent un rôle important dans le conditionnement nationaliste et antisémite de la population, bien avant 1933, et dans la définition de l'idéologie nazie (*NdT*).

<sup>40</sup> Thomas Ebermann, Georg Fülberth et Hermann L. Gremliza, «Rechts ist die deutsche Mitte», in Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), *Die Radikale Linke*, p. 74.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 74.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 74.

<sup>43</sup> Anderson, *Imagined Communities*, 1983, p. 7. [*L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 1996.]

<sup>44</sup> Ebermann et al., «Rechts ist die deutsche Mitte», p. 77.

<sup>45</sup> Wolf, «Schweigen, weil das vierte Reich ohnehin kommt?», p. 9.

*non payées du travail reproductif*<sup>46</sup>». Pour *Die Radikale Linke*, la subordination de l'égalité des sexes au marché national était une composante du nouveau sentiment national.

### **Le nationalisme venant d'en haut**

Le nationalisme était considéré en partie comme une idéologie d'État, utilisée pour instrumentaliser la population et gagner son soutien contre la satisfaction de ses propres besoins matériels, afin d'atteindre des objectifs géopolitiques. Selon *Die Radikale Linke*, l'unification de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest en un État allemand élargi impliquait la production et la diffusion d'un récit national afin de rallier la population à cet objectif politique. Lors d'une conférence de la campagne *Nie wieder Deutschland !*, Hermann L. Gremliza, rédacteur en chef du magazine de gauche *Konkret*, déclara que le soutien de la population aux plans de réunification de Kohl et le sentiment national étaient plutôt faibles, et qu'ils s'étaient seulement accru après que les dirigeants politiques eurent insisté lourdement sur le fait que ce soutien était indispensable pour défendre l'«intérêt national»<sup>47</sup>.

Gremliza décrit donc le nationalisme comme «un programme idéologique», soutenu par des dirigeants politiques qui prétendaient définir le bien commun pour tous les membres d'une société donnée<sup>48</sup> : «*D'une manière générale, le nationalisme dans un État industriel moderne, c'est-à-dire au-delà d'une société tribale, est un programme idéologique qui, pour les gouvernés, pour l'individu ordinaire, "l'homme de la rue, [...] ne découle pas de leurs intérêts immédiats, et ne peut pas non plus être élaboré de cette façon. Le nationalisme prétend qu'il existe une collectivité supérieure, un intérêt fondé sur une communauté de sang (volksgemeinschaftliches), qui en réalité n'existe pas dans une société de classes*»<sup>49</sup>.

Selon lui, le nationalisme était une «fiction» : elle n'émergeait pas organiquement de la réalité matérielle des individus, mais était fabriquée par des acteurs politiques<sup>50</sup>. Les points communs entre les citoyens de la RFA et de la RDA étaient imaginés, exagérés ou on leur imposait un sens qui dépassait leur réalité, selon Gremliza. La réunification visait à éviter des contradictions insolubles dans la société ouest-allemande, et donc servait à détourner l'attention de la population vers l'objectif de la communion nationale, population qui sinon risquait de protester contre les inégalités matérielles et sociales. L'État devait imposer cette idéologie nationale au sein de la population, par différents moyens, qu'il s'agisse de l'hymne national, du système éducatif national, ou du service militaire, entre autres.

### **Le nationalisme venant d'en bas**

Si le nationalisme était analysé comme une idéologie défendue par les dirigeants politiques afin d'obtenir le soutien des masses, il était simultanément perçu comme une force qui émanait des masses elles-mêmes, qui ne venait pas seulement d'en haut, mais aussi d'en bas. Bernhard Schmid, qui participait aux campagnes antinationales à l'époque, expliqua ultérieurement comment coexistaient les deux critiques, celles du nationalisme d'en haut et du nationalisme d'en bas<sup>51</sup>. Comme Schmid l'écrivit, «*nous ne nous opposons pas au fait que le capitalisme se présente comme le vainqueur de l'histoire et que ses protagonistes étendent désormais leur pouvoir économique sans aucune entrave. Mais l'essence des événements historiques ne réside pas dans l'identification des "intérêts de classe" des dirigeants de*

---

<sup>46</sup> *Die Radikale Linke, Grundlagen der Radikalen Linken*, p. 20.

<sup>47</sup> Hermann Gremliza, «Rede auf dem Kongress der Radikalen Linke», in Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), «*Deutschland? Nie Wieder!*» p. 33.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>51</sup> Bernhard Schmid, «Deutschland Reise auf die 'Bahamas': Vom Produkt der Linken zur neo-autoritären Sekte», in Gerhard Hanloser (ed.), «*Sie warn die Antideutschesten der deutschen Linken*»: *Zu Geschichte, Kritik und Zukunft antideutscher Politik* (Münster: Unrast, 2004), p. 26.



*l'économie, mais plutôt dans le fait que toutes les autres classes sociales soutiennent le processus d'unification. [Notre campagne contre la réunification] faisait scandale parce que nous montrions qu'aucun des groupes sociaux opposés au capital ne pouvait s'exprimer<sup>52</sup>.»*

Avant même l'ouverture du mur de Berlin et le lancement de la campagne *Nie wieder Deutschland !*, les militants de *Die Radikale Linke* avaient déjà dénoncé les aspirations de certains partis politiques de gauche, syndicats et mouvements sociaux à s'intégrer dans les institutions. Ils avaient déjà critiqué ce qu'ils appelaient le «*délire rouge-vert*» qui, en collaborant avec l'Etat et les entreprises, avait contribué à la croissance du nationalisme.

Dans «*La question allemande : quelle question ?*», un participant à la campagne, Detlev zum Winkel, affirma que la réunification était interprétée par l'opinion publique allemande comme la fin de l'après-guerre, ce qui entraînerait une chaîne causale de résultats : la fin des conséquences de la Seconde Guerre mondiale pour les Allemands ; la fin des conséquences de la défaite allemande ; et la disparition de la défaite elle-même<sup>53</sup>. L'auteur affirma que cette logique était déjà en place dans les années 80 avec l'incident de Bitburg et la «*querelle des historiens*»<sup>54</sup>. Si cet enchaînement logique fonctionnait, la disposition psychologique de la population allait l'amener à «*faire la guerre aux côtés de Bismarck, à de l'empereur Guillaume II de Hindenburg, de Hitler contre le reste du monde, au lieu de lutter ensemble aux côtés du reste du monde contre le nationalisme, le militarisme, le racisme, l'antisémitisme, le nazisme*», écrivit-il<sup>55</sup>.

### **Nationalisme et capitalisme**

Selon *Die Radikale Linke*, le nationalisme était fondé sur la structure sociale de la société capitaliste moderne. Il découlait de la logique de la «*guerre de tous contre tous*» inséparable de l'économie de marché et des conflits internationaux entre les États-nations. L'idéologie de l'État est également fondée sur un marché concurrentiel. Les partis conservateurs, néolibéraux et sociaux-démocrates, «*imposent une politique industrielle pour défendre la position dominante de la RFA sur le marché mondial*» (le PIB de l'Allemagne occupait à l'époque le troisième rang mondial), «*et pour lui construire de nouvelles opportunités*», écrivit *Die Radikale Linke*<sup>56</sup>. Le réseau antinational établisait donc un lien entre la défense normale des «*intérêts nationaux*» des États-nations capitalistes modernes sur le terrain international, d'un côté, et l'idéologie du nationalisme, d'autre part.

La croissance de l'idéologie nationaliste au sein de la population, qui s'exprimait sous sa forme la plus radicale dans les partis politiques d'extrême droite, s'enracinait dans l'économie de marché, dans un environnement où «*la concurrence de tous contre tous devient la norme, sur le marché du travail et dans la production "flexibilisée"*»<sup>57</sup>. Dans cette situation, «*les personnes "compétentes" doivent pouvoir agir sans entrave ; les faibles et ceux qui refusent de jouer le jeu doivent accepter qu'ils*

---

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 26.

<sup>53</sup> Zum Winkel, «*Deutsche Frage – welche Frage?*» p. 194.

<sup>54</sup> L'incident de Bitburg et la querelle des historiens ont été deux événements significatifs durant les années 1980. Le chancelier allemand Helmut Kohl et le président américain Ronald Reagan se rendirent au cimetière militaire de Bitburg en 1985. Cette réconciliation symbolique se déroula devant les tombes des soldats allemands de la Wehrmacht et des SS tombés au champ d'honneur. Quant à la «*querelle des historiens*», elle fut déclenchée par la tentative des historiens conservateurs de réhabiliter la période du nazisme en présentant le Troisième Reich comme une simple réaction au stalinisme et à l'Union soviétique, et comme une stratégie de défense contre ceux-ci

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 194.

<sup>56</sup> Ebermann et al., «*Rechts ist die deutsche Mitte*», p. 74.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 74.

méritent d'être les perdants<sup>58</sup>». En outre, ceux qui réussissent doivent «défendre leurs avantages contre ceux qui se situent en dessous d'eux<sup>59</sup>».

Cette «conduite standard» implique une «radicalisation social-darwinienne» lorsque cette «image sociale hiérarchique» est interprétée à travers un récit national. «Ceux qui se laissent distancer dans la lutte de tous contre tous (ou ceux qui la craignent), écrivent les militants du Réseau antinational, peuvent se retrouver dans ce portrait de la société<sup>60</sup>. [...] Ils peuvent se rassurer en se disant qu'ils ont subi une injustice (ou qu'ils en sont menacés) et que leur position [au bas de la hiérarchie sociale] devrait être occupée par d'autres : étrangers, minorités raciales et sexuelles<sup>61</sup>.»

«Ce sentiment de supériorité est instable<sup>62</sup>. [...] Il fonctionne sur une carte du monde, mais pas pour la structure sociale interne [au sein d'un territoire national donné]. Celui qui, vis-à-vis de l'extérieur [de l'entreprise et du pays], a quelque chose en commun avec son patron, à l'intérieur se situe tout en bas [de l'échelle sociale]. Il n'est qu'un vainqueur secondaire. Cette position n'est tolérable que si d'autres personnes occupent une place encore inférieure à la sienne. Si les faibles, à qui l'on n'appartient pas, prennent le dessus, les salaires réels stagneront, des pénuries de logements se développeront, et les enfants ne pourront pas suivre une formation d'apprentissage ; la peur augmente, et l'on comprend quelle est vraiment sa position dans la hiérarchie sociale : en bas plutôt qu'au sommet<sup>63</sup>».

Cette «prise de conscience» s'exprime dans l'idéologie du néonazisme. La radicalisation social-darwinienne, écrit *Die Radikale Linke*, «se confirme et s'affirme sous la forme la plus vulgaire de l'idéologie d'extrême droite<sup>64</sup>». En conséquence, «les Republikaner affirment à leurs compatriotes [Volksgenossen<sup>65</sup>] qu'un tri s'effectuera et qu'ils ne se retrouveront pas au bas de l'échelle». Mais l'extrême droite n'a pas organisé cette situation, elle l'a seulement radicalisée.

Selon cette perspective, les Republikaner «poussaient la rhétorique nationaliste» plus loin que les partis conservateurs de la CDU et de la CSU, le FDP néolibéral et le SPD social-démocrate, mais ils n'étaient pas responsables de «l'organisation de son essence économique fondamentale». Ce travail avait déjà été effectué par les partis centristes et la structure sociale de la société capitaliste moderne<sup>66</sup>.

Ainsi, la campagne *Nie wieder Deutschland!* considérait que l'extrême droite radicalisait la concurrence normale entre les États-nations sur le marché mondial ; qu'elle élevait une image fondée sur des inégalités de groupe au rang d'un idéal, dans lequel la RFA devrait lutter pour obtenir la première place, au détriment des autres. Pour *Die Radikale Linke*, cette exclusion interne résultait du désir d'éprouver un sentiment de supériorité au sein d'un schéma social hiérarchique.

### **Patriotisme négatif et opposition à l'intégration**

En réponse à la montée du nationalisme, *Die Radikale Linke* défendit également une forme de «patriotisme négatif<sup>67</sup>»: «Chaque demandeur d'asile et immigré de chaque pays qui a été pillé par la

---

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 74.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 78.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 78-79.

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 78-79.

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 79.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 79.

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 78.

<sup>65</sup> *Volksgenossen* : si au départ ce terme désignait des «compatriotes», ou des «membres d'une communauté sociale solidaire», il fut récupéré par les mouvements *völkisch* qui y ajoutèrent une dimension raciste et antisémite (*NdT*).

<sup>66</sup> Ebermann et al., «Rechts ist die deutsche Mitte», p. 74.

<sup>67</sup> *Die Radikale Linke*, p. 197.

RFA est plus proche de nous que les “frères et sœurs” est-allemands qui s’identifient à la société concurrentielle et chantent dans la chorale de la “Grande Allemagne”<sup>68</sup>».

Il fallait contrer le nationalisme en promouvant l’humanité et la «solidarité avec les faibles, les exclus et les personnes stigmatisées»<sup>69</sup>. Ces militants soutenaient que tout individu vivant sur le territoire de la RFA devait avoir droit à la nationalité allemande, et que les personnes issues de l’immigration devaient bénéficier de la double nationalité. Selon eux, la RFA était un «État multinational» composé de personnes originaires de nombreux pays et formant une «société multinationale»<sup>70</sup>. Les mouvements sociaux devaient donc «exprimer et soutenir pratiquement ce caractère multinational» et notamment «changer leur mode d’organisation, leur culture politique et pratiquer le multilinguisme»<sup>71</sup>.

Ce n’était cependant qu’un élément du changement fondamental qu’ils voulaient mettre en œuvre contre l’intégration nationale. La campagne *Nie wieder Deutschland!* attaqua également les tendances à s’intégrer dans les institutions, qu’elle identifia non seulement parmi la population en général, mais aussi dans les partis de gauche, les syndicats et d’autres courants de la gauche.

*Die Radikale Linke* souligna qu’elle cherchait à développer «le pouvoir de la négation»<sup>72</sup>. Selon ses militants, la participation de la gauche aux événements de 1989/1990 avait seulement contribué à renforcer les forces nationalistes et la droite. Se référant à l’intégration historique de la gauche allemande entre 1914 et 1933 dans le consensus national, ils affirmaient que l’intégration institutionnelle contredisait leurs objectifs et révélait un certain danger, contre lequel ils mettaient en garde de façon radicale.

Plutôt que de chercher à influencer les événements sociaux et politiques en coopérant avec les tendances dominantes dans l’espoir de les orienter vers la gauche, les militants de *Die Radikale Linke* reconnaissaient que leur position était marginale. Selon eux, le consensus national s’étendait à tout le spectre politique, des plus hautes sphères de l’État aux patrons, aux syndicats, aux organisations écologistes et aux autres ONG, jusqu’au niveau de la conscience des individus.

Pendant que la gauche traditionnelle dénonçait le rôle des forces du marché qui, dans les nouveaux territoires de l’Est, cherchaient à avoir accès directement à une main-d’œuvre et à des ressources bon marché ainsi qu’à de nouveaux marchés de consommation, *Die Radikale Linke* se concentrait plutôt sur le consensus social qui soutenait la campagne vers l’unification.

Selon ses militants, ce **consensus national** visait à imposer l’idée d’un «intérêt national». Malgré les coûts matériels pour la population, celle-ci devait accepter la privatisation massive des industries est-allemandes, le démantèlement du système de protection sociale et la montée en flèche du chômage pour défendre l’«intérêt national».

Une pratique antinationale cohérente n’impliquait nullement de prendre ses distances par rapport au contexte socio-historique, d’adopter une position uniquement dénonciatrice et donc de chercher à se purifier de tout nationalisme ; elle impliquait de déterminer quelle était sa position dans ce contexte historique, et de combattre contre lui. Trouver ses points de repère dans cette histoire contemporaine ne signifiait pas non plus promouvoir de nouveaux héros qui étaient allés à contre-courant dans le passé et, en s’identifiant à eux, se débarrasser des taches indélébiles de l’Histoire.

Au contraire, comme l’écrivirent Maria Baader et Gotlinde Magiriba Lwanga, il fallait «se positionner enfin, en tant que femme, en tant que gauchiste, en tant qu’Allemande, en tant que Blanche,

---

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 197

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 197

<sup>70</sup> FreundInnenkreis der Radikalen Linken, Köln, «Thesenpapier zum Thema ‘Ethnisch-nationale Minderheiten,’» in Kongressvor-bereitungsgruppe (dir.), «Deutschland? Nie Wieder!» p. 166.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 166.

<sup>72</sup> Gaston Kirsche, «Hypermarginalisierte Outlaws», in *Konkret* 2 (2003), p. 24.

dans l'histoire, pour abandonner le refoulement et les distorsions ; il nous faut admettre que le nationalisme, le racisme et l'antisémitisme ne sont pas seulement les armes des dirigeants, mais qu'ils ont aussi une dynamique et une fonction dont nous sommes en partie responsables [...] et ainsi nous pourrions créer la base d'un mouvement antinational allemand<sup>73</sup>».

En réponse au processus d'unification politique et aux événements sociaux et politiques qui l'entourèrent, la campagne *Nie wieder Deutschland!* défendit une perspective particulière sur la question du nationalisme, de la nation et de l'État-nation. Ses militants critiquèrent les orientations géopolitiques du gouvernement d'Helmut Kohl et les aspirations de la RFA à défendre des intérêts purement «nationaux». Ils dénoncèrent les aspirations de la RFA à étendre son territoire, et sa puissance sur le continent européen, et en Europe de l'Est en particulier.

Pour *Die Radikale Linke*, l'unification politique n'était cependant pas possible sans la formation d'un consensus sociétal sur les ambitions nationalistes de la RFA. Ils critiquèrent l'engouement généralisé qui s'exprimait en faveur du projet national parmi les membres des différentes classes sociales et dans tout l'éventail politique. Ce consensus social signifiait que même les membres des classes dont le niveau socio-économique était le plus bas soutenaient ce programme politique, malgré l'impact négatif qu'il aurait sur elles sur le plan matériel. Les militants de *Die Radikale Linke* évoquèrent la privatisation massive des industries est-allemandes, l'augmentation brutale du chômage, la suppression des lois du travail de l'ancienne RDA, comme celle sur l'égalité des sexes dans l'emploi, et d'autres éléments encore.

Suivant l'approche marxiste traditionnelle, ils considéraient le nationalisme de la population comme un malentendu, une mécompréhension de ses intérêts matériels réels. En décrivant comment fonctionne une «communauté politique imaginée» Benedict Anderson avait montré qu'elle était imaginaire parce que «indépendamment de l'inégalité et de l'exploitation réelles qui peuvent y prévaloir, la nation est toujours conçue comme une profonde fraternité horizontale<sup>74</sup>». Ce consensus national fut partiellement promu par les élites politiques et les grands médias, mais il fut aussi partagé par ceux d'en bas. Plutôt que de simplement critiquer les élites politiques, la campagne *Nie wieder Deutschland!* se distingua en prenant aussi pour cible le nationalisme des masses.

Selon ses militants, la «communauté imaginée» qu'était la nation allemande ne justifiait pas la fusion des deux États. En outre, elle représentait un grave danger, compte tenu des tentatives passées de l'Allemagne d'étendre son territoire et d'accroître son rôle politique international.

---

<sup>73</sup> Maria Baader and Gotlinde Magiriba Lwanga, «Redebeitrag auf dem Kongress der Radikalen Linken», in Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), «*Deutschland? Nie Wieder!*» p. 24, souligné dans l'original.

<sup>74</sup> Anderson, *Imagined Communities*, p. 7. [*L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 1996.]

## NOTE DU TRADUCTEUR

Le livre de Robert Ogman *Against the Nation: Antinational Politics in Germany* (Contre la nation : La politique antinationale en Allemagne) a été publié en 2013 par New Compass Press. L'essentiel de cet ouvrage sera traduit sur les sites mondialisme.org et npnf.eu, à part quelques passages concernant les Etats-Unis soit les chapitres

- 3 : Le nationalisme allemand après l'unification
- 4 : « L'Allemagne ? Plus jamais ça ! » (*Nie wieder Deutschland !*)
- 5 : « Quelque chose de mieux que la nation »
- et 6 : « Perspectives antinationales »

Il faut distinguer en Allemagne les « antinationaux » (ou « antinationalistes ») et les « antideutsch », appellations toutes deux revendiquées par les partisans de ces deux courants qui n'ont aucun équivalent en France. Ceux qui souhaitent approfondir leurs connaissances sur les différents courants de la gauche radicale à l'Est et à l'Ouest pourront lire avec profit

– l'article de Raphael Schlembach : « Vers une critique du communisme antideutsch »  
<http://npnf.eu/spip.php?article716>

– et la thèse de doctorat d'Anne Joly *Les gauches radicales est- et ouest-allemandes à l'épreuve de la nation réunifiée (1985-1999)* : <https://edoc.hu-berlin.de/bitstream/handle/18452/17996/joly.pdf>

Vous pourrez aussi consulter les sites Solitudes intangibles et Palim Psao qui sont les seuls, à ma connaissance, à faire un effort pour sortir du provincialisme franco-centré et de l'arrogance incurables de l'extrême gauche (et de l'anarchisme) gaulois. Solitudes intangibles a traduit des textes de Joachim Brunn et Stefan Grigat ; et le site Palim Psao a publié des articles de Robert Kurz, Karl-Heinz Lewed, Georg Kluda, Bodo Schulze, Anselm Jappe et Claus Peter Ortlieb (et aussi de Moïse Postone : même s'il était de nationalité canadienne, ses positions ont eu une influence importante en Allemagne) qui donnent une idée des débats « outre-Rhin » – même si c'est dans une perspective très spécifique, celle de la « Critique de la valeur ».

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, avril 2020